

## **CENTRE SOCIOCULTUREL DU DOUESSIN**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
5 Place Justice de Paix – Doué la Fontaine  
49700 DOUE-EN-ANJOU

## ***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

## **CENTRE SOCIOCULTUREL DU DOUESSIN**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
5 Place Justice de Paix – Doué la Fontaine  
49700 DOUE-EN-ANJOU

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association,

### ***Opinion***

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CENTRE SOCIOCULTUREL DU DOUESSIN relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### ***Fondement de l'opinion***

---

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### ***Observation***

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application anticipée du règlement ANC n°2022-06 et le changement de méthode à l'initiative de l'entité.



## ***Justification des appréciations***

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## ***Vérifications spécifiques***

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.



## ***Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels***

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## ***Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

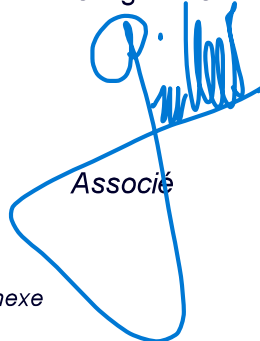
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A BEAUCOUZE, le 23 mai 2025,

Le commissaire aux comptes

**IN EXTENSO CENTRE OUEST**

Grégoire GAILLARD



Associé

*Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe*

## Présentation du bilan et du compte de résultat

Les modèles de bilan et de compte de résultat adoptés par le Centre Socioculturel du Douessin sont conformes au règlement 2022-06 de l'ANC relatif à la modernisation des états financiers.

Aussi, le bilan et le compte de résultat arrêtés et publiés au titre de l'exercice précédent sont présentés séparément dans l'annexe.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 23 avril 2025.

## Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amort	Net	Total
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>7 360,08</b>	<b>6 986,00</b>	<b>374,08</b>	<b>575,51</b>
CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES	7 360,08	6 986,00	374,08	575,51
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>273 535,90</b>	<b>248 206,36</b>	<b>25 329,54</b>	<b>31 589,11</b>
TERRAINS		731,90	-731,90	
CONSTRUCTIONS	48 899,69	47 985,85	913,84	913,84
INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUSTRIEL	224 636,21	199 488,61	25 147,60	30 675,27
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)</b>	<b>280 895,98</b>	<b>255 192,36</b>	<b>25 703,62</b>	<b>32 164,62</b>
<b>CREANCES D'EXPLOITATION</b>	<b>77 889,38</b>		<b>77 889,38</b>	<b>94 955,22</b>
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	-1 759,80		-1 759,80	5 937,91
AUTRES CREANCES	79 649,18		79 649,18	89 017,31
<b>DISPONIBILITES</b>	<b>268 979,00</b>		<b>268 979,00</b>	<b>250 881,24</b>
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>				<b>345,00</b>
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)</b>	<b>346 868,38</b>		<b>346 868,38</b>	<b>346 181,46</b>
<b>TOTAL GENERAL (1 + 2)</b>	<b>627 764,36</b>	<b>255 192,36</b>	<b>372 572,00</b>	<b>378 346,08</b>

## Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	304,90	304,90
<b>RESERVES</b>		
AUTRES RESERVES	164 975,88	164 975,88
REPORT A NOUVEAU	58 321,03	69 586,30
EXEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	16 496,46	-11 265,27
<b>SITUATION NETTE (1)</b>	<b>240 098,27</b>	<b>223 601,81</b>
<b>AUTRES FONDS</b>		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	19 721,27	28 932,60
PROVISIONS REGLEMENTEES	-0,38	-0,18
<b>TOTAL AUTRES FONDS (2)</b>	<b>19 720,89</b>	<b>28 932,42</b>
<b>TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2)</b>	<b>259 819,16</b>	<b>252 534,23</b>
PROVISIONS POUR RISQUES		1 080,50
PROVISIONS POUR CHARGES	8 384,00	2 149,00
<b>TOTAL PROVISIONS (3)</b>	<b>8 384,00</b>	<b>3 229,50</b>
<b>DETTES</b>		
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	10 093,17	22 212,40
DETTES FISCALES ET SOCIALES	52 215,68	47 357,76
AUTRES DETTES		222,60
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>42 059,99</b>	<b>52 789,59</b>
<b>TOTAL DETTES (4)</b>	<b>104 368,84</b>	<b>122 582,35</b>
<b>TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3 + 4)</b>	<b>372 572,00</b>	<b>378 346,08</b>

# Compte de résultat

## COMPTE DE RESULTAT 01/01/2024 au 31/12/2024

	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2023 après reclassement
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Cotisations	6 462,00	5 666,00	5 666,00
Ventes de biens et services			
Ventes de prestations de service	186 231,06	139 599,90	174 532,50
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	582 585,17	540 079,34	528 300,85
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuel	2 016,15	1 070,22	1 070,22
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0,00	20 239,59	20 239,59
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	465,00	0,00	0,00
Autres produits	17 202,52	6 257,90	6 257,90
<b>Total I</b>	<b>794 961,90</b>	<b>712 912,95</b>	<b>736 067,06</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Autres achats et charges externes	160 211,25	178 016,66	178 016,66
Aides financières	565,68	0,00	0,00
Impôts taxes et versements assimilés	21 448,99	20 520,13	20 520,13
Salaires	474 442,35	455 944,36	455 944,36
Cotisations sociales	105 318,31	84 230,99	84 230,99
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	11 294,40	15 039,10	15 039,10
Dotations aux provisions	5 154,50	0,00	0,00
Autres charges	2 000,62	2 248,29	2 248,29
<b>Total II</b>	<b>780 436,10</b>	<b>755 999,53</b>	<b>755 999,53</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION ( I - II )</b>	<b>14 525,80</b>	<b>-43 086,58</b>	<b>-19 932,47</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b> : Autres intérêts et produits financiers	1 979,46	2 222,93	2 222,93
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	0,00	0,00	0,00
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>1 979,46</b>	<b>2 222,93</b>	<b>2 222,93</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT( I-II +III - IV)</b>	<b>16 505,26</b>	<b>-40 863,65</b>	<b>-17 709,54</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>0,2</b>	<b>39 922,36</b>	<b>16 768,25</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>0</b>	<b>10 310,98</b>	<b>10 310,98</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>0,20</b>	<b>29 611,38</b>	<b>6 457,27</b>
Impôts sur les bénéfices	9	13	13
<b>Total des produits</b>	<b>796 941,56</b>	<b>755 058,24</b>	<b>755 058,24</b>
<b>Total des charges</b>	<b>780 445,10</b>	<b>766 323,51</b>	<b>766 323,51</b>
<b>Solde créditeur = Bénéfice Solde débiteur = Perte</b>	<b>16 496,46</b>	<b>-11 265,27</b>	<b>-11 265,27</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>140 364,18</b>	<b>136 421,74</b>	
Prestations en nature	77 359,52	70 189,36	
Bénévolat	63 004,66	66 232,38	
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>140 364,18</b>	<b>136 421,74</b>	
Mise à disposition gratuite de biens	77 359,52	70 189,36	
Personnel bénévole	63 004,66	66 232,38	



# Annexe aux comptes annuels du 31/12/2024

## Présentation de l'entité

### Objet Social

Le Centre Socioculturel du Douessin est une association loi 1901 qui fait référence :

- Aux valeurs de l'éducation populaire.
- A la charte fédérale des Centres Sociaux et Socio-Culturels de France : la dignité humaine, la solidarité et la démocratie.
- A la fonction d'Animation Globale

D'après les statuts adoptés à l'assemblée générale Extraordinaire du 20 septembre 2020, l'association a pour but :

- de gérer le **Centre Socioculturel du Douessin** et de promouvoir à partir de celui-ci, des activités et services à caractère social, socio-éducatif, socio-culturel, médico-social au profit des habitants du territoire douessin, et en particulier des communes signataires d'une convention d'objectifs et de moyens, sans discrimination de principe ni d'âge.
- d'accueillir, promouvoir et éventuellement associer toute association et groupement dont les buts sont compatibles avec ceux de l'Association.
- d'apporter une contribution à l'animation et au développement global.

### Nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le Projet social de l'entité, coconstruit avec les habitants a reçu l'agrément de la CAF pour la période 2024-2027.

Il répond à la fois : aux besoins des familles et à leurs difficultés de la vie quotidienne et aux problématiques sociales collectives repérées sur le territoire La caractéristique de cette dynamique est de permettre aux habitants de participer à l'amélioration de leurs conditions de vie, au développement de l'éducation, au renforcement des solidarités, à la prévention et à la réduction des exclusions.

CONCRETEMENT, le projet social est construit en référence aux trois finalités et missions générales de l'animation de la vie sociale et aux besoins constatés. Il présente les axes d'interventions prioritaires et les objectifs généraux poursuivis au travers du plan d'actions et d'activités adaptées.

Les réflexions et champs d'actions de ce projet social 2024-2027, se concrétisent autour de trois grands axes : VIVRE ENSEMBLE / EDUCATION ET EMANCIPATION / ACTIONS CITOYENNES.

D'une manière générale, le Centre Socio Culturel du Douessin a pour vocation l'accueil inconditionnel de tous les habitants quel que soit leur âge, de l'enfance aux seniors, adhérents au Centre socio-culturel ou habitants du territoire, sur diverses activités et services.

### Faits caractéristiques de l'année

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, un nouveau système de rémunération et de classification est entré en vigueur dans la branche des Acteurs du lien social et familial. En revoyant la pesée de chaque poste, les centres sociaux ont été de facto contraints d'augmenter les salaires.

### Moyens mis en œuvre

Pour atteindre ses objectifs sociaux, l'association met à disposition tous les moyens humains et matériels possibles nécessaires à la mise en œuvre des actions.

### Effectif moyen employé pendant l'exercice

	Cadre	Employé
Salariés permanents	1 ETP	14.58 ETP
CEE	0	1.39 ETP

### Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants et bénévoles salariés visés par l'article 20 de la loi N°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information, reviendrait à indiquer une rémunération individuelle, puisque les bénévoles dirigeants ne sont pas rémunérés.

Le montant global concernant les 3 plus fortes rémunérations s'élève à : **106 312.35 €**

### Cotisations

L'association ne pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement sur ses appels de cotisations, elles sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

## Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence, à savoir, l'application du règlement 2018-06 de l'ANC.

L'article 611-1 de ce règlement précise les modalités de mise en œuvre du changement de règlement qui constitue un changement de méthode comptable.

Un nouveau règlement comptable a été adopté par l'AN. Il s'agit du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 homologué par arrêté du 26 décembre 2023

Sa mise en application est prévue pour les comptes des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, permet cependant la possibilité d'une application anticipée, ce qui est le cas pour la structure.

### Changement de méthode à l'initiative de l'entité :

Jusqu'au 31 décembre 2023, les prestations des communes sur factures inscrites au « ventes de prestations de service » (compte 706), étaient présentées en « concours publics et subventions d'exploitation » du compte de résultat (compte 747). Il en est de même pour les « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice » (compte 777) qui figurent désormais au compte 747.

S'agissant de la première année d'application, sa mise en œuvre constitue un changement de présentation des comptes annuels (colonne reclassement du compte de résultat).

Changement appliqué de manière rétrospective	31/12/2024	31/12/2023 retraité selon la nouvelle méthode	31/12/2023
Impact Ventes de prestations de service	186 231,06	174 532,50	139 599,90
Impact Concours publics et subventions d'exploitation	582 585,17	528 300,85	540 079,34

Impact Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice (produits exceptionnels)	0,2	16 768,25	39 922,36
<b>Totaux</b>	<b>768 816,43</b>	<b>719 601,60</b>	<b>719 601,60</b>

Le bilan de l'exercice présente un total de **372 572 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de **produits de 796 942 euros** et un total de **charges de 780 445 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 16 496,46 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les différents biens acquis sont amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

### Provision IFC

Montant des engagements du centre socioculturel en matière d'indemnités de fin de carrière, selon les éléments démographiques et les paramètres retenus, en tenant compte des charges sociales paramétrées en cas de départ à l'initiative du salarié ou de la contribution patronale spécifique de 30%

(taxe spéciale de 50% avant 2023) en cas de mise à la retraite. Conformément au Code du commerce, le montant de ces engagements doit figurer chaque année en annexe du bilan.

Indemnités de fin de carrière à verser (IFC + Charges sociales) : 231 771 euros

Valeur probable des indemnités à verser : 144 807 euros

Valeur actuelle probable des indemnités à verser : 58 149 euros

Dette actuarielle : 8 784 euros

#### **Contributions volontaires en nature**

Il s'agit de contributions reçues de la commune de Doué en Anjou dans le cadre d'une convention de mise à disposition à titre gracieux des locaux et de salles et des charges de fonctionnement associées (électricité, eau, entretien). Ces contributions volontaires en nature sont valorisées annuellement. L'activité de bénévolat au sein du Centre Socioculturel est valorisée au SMIC horaire en 2024.

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les différents biens acquis sont amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS - Cadre général					
Rubriques	Situations et mouvements	Montant brut à l'ouverture exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de exercice
	Immobilisations incorporelles	7 360,08	0,00	0,00	7 360,08
	Immobilisations corporelles	269 126,82	5 399,08	990,00	273 535,90
	TOTAL	276 486,90	5 399,08	990,00	280 895,98

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS - Cadre général					
Rubriques	Situations et mouvements	Amortissements cumulés à l'ouverture exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 785	201	0	6 986
	<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>6 785</b>	<b>201</b>	<b>0</b>	<b>6 986</b>
	Constructions sur sol propre	47 986	732	0	48 718
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	49 700	4 753	0	54 453
	Installations générales, agencements et aménagements divers	3 448	397	0	3 845
	Matériel de transport	37 980	3 825	0	41 805
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	98 424	1 386	424	99 386
	<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>237 538</b>	<b>11 093</b>	<b>424</b>	<b>248 207</b>
	<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>244 323</b>	<b>11 294</b>	<b>424</b>	<b>255 193</b>

## Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances	Montant Brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif circulant	77 889,38	77 889,38	0,00
<b>Total</b>	<b>77 889,38</b>	<b>77 889,38</b>	<b>0,00</b>

## Tableau de variation des capitaux propres

Situations et mouvements Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat de l'exercice antérieur	Augmentations	Diminutions	Résultat de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	305					305
Réserves statutaires ou contractuelles	70 012					70 012
Réserves réglementées	10 000					10 000
Autres réserves	84 964					84 964
Report à nouveau	69 586	-11 265				58 321
Excédent ou déficit de l'exercice	-11 265	11 265			16 496	16 496
Subventions d'investissement	28 932		6 819	-16 031		19 720
Provisions réglementées	-0,18			-0,20		-0,38
<b>Total</b>	<b>252 534</b>	<b>0</b>	<b>6 819</b>	<b>-16 031</b>	<b>16 496</b>	<b>259 818</b>

## Tableau des provisions

Situations et mouvements Rubriques	Montant à l'ouverture exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : reprises exercice	Montant à la clôture de l'exercice 31/12/2024
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour pertes de change	1 081	0	1 081	0
Provisions pour pensions et obligations similaires	2 149	6 235	0	8 384
<b>TOTAL</b>	<b>3 230</b>	<b>6 235</b>	<b>1 081</b>	<b>8 384</b>



## Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice				
Dettes	Montant Brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	10 093,17	10 093,17	0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales	52 215,68	52 215,68	0,00	0,00
Produits constatés d'avance	42 059,59	42 059,59	0,00	0,00
<b>Total (y compris Charges à payer)</b>	<b>104 368,44</b>	<b>104 368,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Précisions sur les charges à payer à la clôture de l'exercice				
<b>Dettes Fournisseurs et comptes rattachés (détail)</b>				
Fournisseurss factures non parvenues	2 938,04	2 938,04	0,00	0,00
<b>Dettes fiscales et sociales (détail)</b>				
Dettes provis. congés à payer	15 153,61	15 153,61	0,00	0,00
Charges sociales sur congés à payer	4 266,18	4 266,18	0,00	0,00
<b>Total charges à payer</b>	<b>22 357,83</b>	<b>22 357,83</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Produits constatés d'avance (détail)</b>				
Conférences des financeurs	14 203,33	14 203,33	0,00	0,00
Carsat Ainés	4 666,66	4 666,66	0,00	0,00
Conseiller numérique	14 000,00	14 000,00	0,00	0,00
REAAP	2 035,00	2 035,00	0,00	0,00
CAF FLAE Aide exceptionnelle	7 155,00	7 155,00	0,00	0,00
<b>Total Produits constatés d'avance</b>	<b>42 059,99</b>	<b>42 059,99</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission s'élèvent à **3 276 euros**.

## Subventions

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
Situations et mouvements	SOLDE début exercice	Augmentation de l'exercice	Sortie de l'exercice	Solde fin exercice
Reprise solde au 31.12.2023 (compte 131)	30 533,18	6 000,00	-10 384,90	26 148,28
Reprise solde au 31.12.2023 (compte 139)	-1 600,58	819,22	-5 645,65	-6 427,01
<b>TOTAL</b>	<b>28 932,60</b>	<b>6 819,22</b>	<b>-16 030,55</b>	<b>19 721,27</b>
<b>Détail augmentation de l'exercice</b>				
MSA subv GMR 2023 Dynamisons Accueil loisirs		3 000,00		
MSA subv GMR 2023 Accès à la culture en famille		3 000,00		
Annulation SUB SUBV00015 ACT16700001 CAF/SUBVENTION		394,90		
Annulation SUB SUBV00016 ACT19000001 MSA/ subvention		424,32		
		6 819,22		

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément au règlement ANC n°2014-3, dans le compte 131000.

### Amortissement des subventions d'investissement

Les subventions sont reprises au compte de résultat chaque année, au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000 jusqu'en 2023 et au compte 747000 en 2024.

Le compte 139 « Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat » est débité par le crédit du compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice » (remplacé par le compte « 747 » à compter des exercices ouverts le 01/01/2025 mais par anticipation par la structure).

Les comptes 131 et 139 seront soldés l'un par l'autre, lorsque le crédit du premier est égal au débit du deuxième. »



## Concours publics et Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024
ETAT - FONJEP	10 660,50
ETAT - Emplois jeunes/apprentis	9 500,00
ETAT Conseiller Numérique CNFS	20 000,00
Subvention. Département Conférence des financeurs	21 906,34
Subvention. Département DRFIP Colos Apprenantes	19 998,00
Subvention. Département DRFIP FDVA	2 500,00
<i>Subvention fonctionnement Commune DOUE EN ANJOU</i>	159 054,00
<i>Subvention fonctionnement Commune LOURESSE ROCHEMENIE</i>	15 240,00
<i>Subvention fonctionnement Commune DENEZE SOUS DOUE</i>	7 203,00
CAF - FOND LOCAL ANIMATION VIE SOCIALE	25 500,00
CAF FLAE AVS Fds Local Aide exceptionnelle	7 155,00
CAF - FOND LOCAL ALE	4 339,00
CAF - FOND LOCAL FLA-AEH	11 831,25
CAF - <i>Subvention fonctionnement</i> REAAP	5 417,00
MSA - Subvention Appel à Projet Grandir en Milieu Rural (GMR)	9 000,00
CAF - PS Jeunes	32 300,00
CAF- Prestation Animation Globale (ACG)	80 764,37
CAF- PS Animation Collective Famille (ACF)	27 020,46
CNAF- PS Accompagnement Scolarité (CLAS)	11 852,26
CAF- PS ALSH Ados	8 150,83
CAF - Bonus Territoire Ludothèque	1 387,26
CAF - PS ALSH Extrascolaire (vacances)	52 697,08
CAF - PS ALSH Périscolaire (mercredi)	21 870,25
CAF - Aide départs en vacances	390,00
MSA - Prestation de service	2 137,24
CONSEIL DEPARTEMENTAL / prestations	1 500,00
Quote part subvention investissement affectée au cpte Résultat	6 211,33
Subvention Fonctionnement CARSAT	7 000,00
<b>Total</b>	<b>582 585,17</b>